

**RECHERCHES
LIBERTAIRES**

5

RECHERCHES LIBERTAIRES

. 5 .

SOMMAIRE

Nous revoilà...

L'Anarchie positive

Communication et Hiérarchie

Responsabilité sociale
de l'Architecte

La violence révolutionnaire
(G-Sorel)

NOUS REVOILÀ ---

En mars 1968, prenant la relève des camarades parisiens qui avaient sorti les quatre premiers numéros de R.L., nous avons dit pourquoi nous voulions continuer. La discussion autour de nos prises de position venait à peine de commencer quand a éclaté la "révolution de mai". Nous n'allons pas pleurer sur l'interruption !

Sortir du ghetto était devenu notre obsession. L'anarchisme, maintenant, est sorti de sa "réserve". R.L. n'y est pour rien... Il n'en reste pas moins que pour l'essentiel nous pouvons maintenir notre point de vue, c'est-à-dire avant tout notre projet :

- * développer un travail de clarification et de recherche théoriques ;
- * mener ce travail en commun, en l'appuyant sur une liaison souple mais constante ;
- * instaurer une confrontation et un dialogue permanents, en refusant tout sectarisme.

Cette triple tentative nous paraît plus nécessaire encore maintenant qu'en début 68. Mais nous ne savons pas s'il se trouvera assez de camarades convaincus de sa nécessité, ou au moins de son intérêt. Nous avons reçu un certain nombre de lettres demandant nos cahiers ou s'inquiétant de leur sort, et cela nous a aidés à remettre la ronéo en marche. Mais c'étaient des lettres de lecteurs, et non pas de collaborateurs. Nous tenons, bien sûr, à être lus. Nous tenons aussi et surtout à publier d'autres textes que les nôtres, à provoquer des discussions et des études, à constituer des réseaux de correspondants et de groupes de travail.

Un mot sur ce numéro : les dates des différents articles montrent assez que la gestation a été laborieuse. Le manque de contacts, des moments de doute sur l'utilité de la chose, se sont ajoutés à d'autres difficultés. Nous ferons mieux la prochaine fois... Parution plus rapide (dans trois mois). Présentation plus lisible : nous avons liquidé plusieurs héritages (en matériel bien entendu) plus ou moins utilisables.

Bref, nous sommes repartis. Mais nous aurons besoin de votre soutien ... moral ... littéraire ... financier.

R-L

L'ANARCHIE POSITIVE

Maintenant qu'il est devenu difficile de nier le retour offensif de l'action et des idées anarchistes, nous avons pu assister à une nouvelle opération destinée à limiter et à fausser la portée de cette résurgence. On a beaucoup parlé de l'esprit libertaire, du levain, du ferment, du détonateur libertaires. Sous-entendu : l'extrémisme anarchique s'est montré capable de galvaniser les énergies, d'orienter vers la lutte sociale la révolte des jeunes, de secouer durement un socialisme englué dans le réformisme et la bureaucratie. Mais une fois l'élan donné, l'anarchisme arrive au bout de ses possibilités. Il s'agit alors de retourner aux tactiques préparant efficacement la prise du pouvoir : restructuration et renforcement des partis de gauche et des organisations ouvrières, élaboration d'un programme de gouvernement, etc.

Une telle conception exclut que l'anarchisme puisse être autre chose qu'un moment transitoire de négation violente et de critique radicale. L'expérience récente, et les positions même qu'expriment beaucoup de nos camarades (parfois les plus actifs), semblent confirmer un tel point de vue. Le regain de l'anarchisme n'a pas jusqu'à présent renforcé le mouvement libertaire, si l'on entend par là les organisations et les publications se proclamant libertaires. Aucune liaison nouvelle n'a été envisagée, l'éparpillement reste la règle générale. C'est, dira-t-on, que le mouvement anarchiste n'existe pas en-dehors du mouvement au sens le plus immédiat : action directe, agitation, affrontement violent.

Ce n'est qu'un début...

En fait, on ne peut éluder la question : l'anarchisme peut-il conduire à la constitution d'un "mouvement" et d'une doctrine permanents, évolutifs, ou ne s'exprime-t-il véritablement que dans la spontanéité d'une période de bouleversement et de crise aiguë ? Dans le dernier cas, l'anarchisme ne se rattacherait à aucune organisation, à aucun ensemble d'oeuvres théoriques. Il serait simplement la prise de conscience et l'élan de contes-

tation intertervenant en un temps donné pour faire éclater les structures oppressives et ouvrir une brèche. Il serait lié exclusivement à des phases d'affrontement brutal, de remise en cause globale, de rupture violente. Il nous faudrait alors nous contenter de "lire" l'anarchisme dans une suite discontinuée d'évènements historiques (la Commune de Paris, l'Ukraine de Makhno, l'Espagne révolutionnaire).

Il y aurait donc une pratique libertaire, reconnaissable à un certain nombre de constantes, mais non pas une théorie libertaire. Différentes déclarations de Daniel Cohn-Bendit, et Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme, vont dans ce sens. On y trouve en effet des références à des expériences historiques, mais aussi un refus net de se rattacher à une théorie précise. Finalement, on en arrive à dire avec Daniel Guérin ("Le fait public" N° 6) : "Toute révolution sociale ne peut, au moment de de son éclosion, être autre chose que libertaire." (Souligné par moi) C'est revenir à l'idée que l'anarchisme n'est qu'un moment du bouleversement révolutionnaire. Pour rendre compte de ce moment et de la pratique qui le caractérise, il ne reste qu'à recourir à une autre théorie, en partant par exemple du point de vue que "l'anarchisme est entré en symbiose avec le marxisme" (Guérin).

En fait, l'action libertaire du printemps 68 a été surtout commentée, même par ceux qui l'ont menée, en termes marxistes. Je ne suis pas du tout disposé à me ranger du côté des "traditionnalistes" dans la vieille querelle anarchisme-marxisme, dont les termes restent toujours aussi mal définis (Bakounine voyait bien plus juste que nos puristes actuels). On ne peut cependant qu'introduire une grande part de confusion en formulant dans la terminologie marxiste une action spécifiquement anarchiste. Et il faut bien reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un simple emprunt de vocabulaire. L'utilisation presque exclusive de références et de concepts marxistes fait apparaître, sous le refus explicite de toute théorie, le recours au marxisme comme seule théorie révolutionnaire disponible.

N'était-il pas possible d'exprimer des pratiques libertaires en puisant au fonds intellectuel de l'anarchisme ? Cet effort d'expression "spécifique" aurait non seulement permis de mieux dégager les tenants et les aboutissants de l'action, mais encore elle aurait du même coup mis en lumière, sur des exemples concrets, les fondements et les thèmes particuliers de la pensée libertaire.

Y a-t-il une théorie anarchiste ?

Il n'est pas question d'"épurer" l'anarchisme de tout apport du matérialisme dialectique ! Mais il me paraît primordial de préciser, même s'il s'agit avant tout de faire comprendre notre pratique, les lignes directrices et les bases d'une théorie anarchiste. Ce qui appelle une nouvelle question : cette théorie anarchiste originale existe-t-elle ? Pouvons-nous nous appuyer sur autre chose que sur des oeuvres disparates, mettant en jeu des méthodes et des postulats fort différents, parfois difficiles à concilier ?

Pour répondre sérieusement, il faudrait d'abord retourner aux oeuvres, retrouver leur logique interne, leurs lignes d'évolution, préciser leurs concepts. On cherchera en vain, sans doute, ceux qui seraient disposés à commencer ce travail. Toutes les études récentes sur Proudhon, par exemple, sont dues à des hommes qui n'ont aucune attache avec l'anarchisme. (1) Cela marque forcément l'orientation de leurs analyses. Et même ces travaux, où se fait pourtant une certaine actualisation de la pensée proudhonienne, nous les ignorons. On peut en dire autant des études consacrées à Stirner. Il est vrai aussi que beaucoup d'entre nous, se fiant aux jugements polémiques de Marx et des marxistes, envoient sans autre forme de procès Proudhon et Stirner aux poubelles de l'histoire.

Tout cela, dira-t-on, n'a rien à voir avec l'action qui doit nous mobiliser en permanence et en priorité. Cela reste à prouver. A ceux qui en mai-juin reprochaient aux libertaires de n'avoir pour but que la destruction, on répondait au mieux par des slogans : tout le pouvoir aux conseils, autogestion. N'était-ce pas le moment de faire connaître, même à titre d'information, l'idée que les anarchistes ont pu se faire d'une organisation socialiste ? Et que peut représenter l'autogestion pour nous si nous ne la situons pas dans un cadre fédéraliste ? Belle occasion d'éclairer Proudhon par l'actualité. Il n'y avait pas à sortir des tiroirs un modèle rigide et infaillible, mais au moins à proposer une voie envisageable et susceptible de prolongements divers.

L'imagination au pouvoir ! Il est vrai que l'imagination abdique et se sclérose dans le carcan des conventions, de la passivité, du conditionnement systématique. Mais il est certain aussi qu'elle tourne à vide si elle ne peut prendre appui sur une information précise, sur des hypothèses raisonnées. Le fédéralisme est une de ces hypothèses ; il a soutenu plus d'une fois la spontanéité révolutionnaire. Qu'on se rappelle la part prépondérante prise par les proudhoniens dans la Commune : "Toutes les mesures administratives, économiques et politiques prises par la Commune s'inspiraient de Proudhon, écrit Gurvitch. Le nom même de fédérés, qu'ont pris les partisans de la Commune, l'atteste." (2). Et plus loin : "L'influence combinée du syndicalisme révolutionnaire français et du proudhonisme tout court

(1) Georges GURVITCH : Proudhon sociologue (Centre de documentation universitaire, 1955) - Dialectique et sociologie (Flammarion, 1962) - Proudhon et Marx, une confrontation (Centre de documentation universitaire, 1964) - Pierre ANSART : Sociologie de Proudhon (PUF, 1967) - Proudhon : (oeuvres choisies, par Jean BANCAL (Idées-Gallimard, 1967)

(2) Henri ARVON : Aux sources de l'existentialisme : Max Stirner (PUF, 1954) - Gilles DELEUZE : Nietzsche et la philosophie (PUF, 1962)

(3) Proudhon (PUF, 1965 - collection "Philosophes") pp. 66-67

a joué un certain rôle dans la formation des soviets de base qui, après la Révolution d'Octobre, prirent le pouvoir dans les usines et les entreprises, où ils réalisèrent l'autogestion ouvrière." Il est inutile de rappeler, enfin, à quel point le modèle fédéraliste - qui avait ses racines originales en Espagne - a stimulé les réalisations de la CNT pendant la guerre civile.

L'illusion de la table rase

Détruire d'abord, construire ensuite. La formule est plus percutante que réaliste ou même imaginative. On ne détruit réellement que ce qu'on est capable de remplacer. Si la révolte de mai s'était amplifiée en révolution, comment, par quels relais, à travers quelle coordination se serait faite l'instauration d'une économie autogérée ? Même si, dès le départ, les plus lucides ne voyaient dans le mouvement de mai qu'une étape du processus révolutionnaire, la question est à poser. Car nous la retrouverons à tous les tournants décisifs, et de toute façon elle devrait être un excitant pour l'imagination, une orientation pour l'action.

Sans doute, des problèmes plus immédiats se posaient. Encore qu'il y eut assez de discussions où pouvaient s'insérer de telles utopies. Et maintenant ? L'attention est à ce point crispée sur la nouvelle action-détonateur qu'on en oublie d'approfondir et de développer les idées de mai. Et la déception de la rechute bloque aussi bien les échanges que le travail intellectuel. Le tout ne fait que renforcer la méfiance face à toute recherche théorique dépassant le terrain de la critique radicale.

Du moins pour ce qui concerne les anarchistes. Car d'autres, tout aussi gauchistes, s'organisent, diffusent leurs idées, se forgent des outils. Faut-il renoncer pour de bon au besoin d'activité coordonnée, au besoin de liaison et de permanence qui entraîne constamment vers d'autres groupements ou vers des activités de remplacement ceux qui ne trouvent dans le mouvement anarchiste aucune possibilité de construire ? Est-ce une aberration de vouloir "construire" dans la société actuelle, est-ce forcément une manière de neutraliser les énergies tournées contre le système capitaliste ?

Le désir de participer, dans un minimum de permanence, à une oeuvre collective m'apparaît comme une donnée psychologique saine et spontanée. La création dans les limites provisoires du possible est aussi une défense contre la stérilisation et le conditionnement. Et la table rase est elle-même une illusion dangereuse : dans le réseau des déterminismes et des conditionnements où nous sommes pris, une flambée révolutionnaire ne constitue qu'une libération passagère. L'effervescence retombée et réprimée, ce sont les anciens mécanismes, les vieux modèles de vie et de pensée, qui reprennent le dessus. Sans doute, de réelles fissures subsistent : il faut à tout prix éviter qu'elles ne se referment, et surtout que la démoralisation et le nihilisme ne viennent encore renforcer la trame

des conditionnements. Pour cela, il faut inlassablement développer non seulement la critique du mode de vie imposé, mais aussi l'affirmation d'autres valeurs et d'autres possibilités, l'expérience de relations et de comportements différents.

Il est indispensable, aussi, de ne pas nous limiter à une expression et à une expérimentation fragmentaires. Bien entendu, chacun d'entre nous, et chaque groupe, ne peut entreprendre que des tentatives partielles. Il est d'autant plus nécessaire d'inscrire ces fragments dans un cadre général qui leur donne leur sens et leur cohérence. D'où l'importance d'une recherche et d'une expression théoriques dont le but serait double : proposer des modèles d'action et de réalisation, établir une liaison constante entre la critique, la contestation, l'expérimentation et les efforts de restructuration.

Pour une culture libertaire

Voici quelles pourraient être, sommairement esquissées, quelques voies vers une "anarchie positive" :

Il est dans nos possibilités, et il est extrêmement urgent, de vivifier et de développer une culture libertaire. Je sais les réactions d'allergie que provoque le seul mot de culture, mais il nous faudra bien dépasser ce fétichisme, ce réflexe conditionné, pour examiner sérieusement les différentes critiques de la culture qui ont été menées ces derniers temps. Il est sûr que la culture, "d'élite" ou "de masse", est un instrument d'intoxication idéologique. Mais l'activité culturelle ne se laisse pas réduire à ce seul facteur. Sinon, il ne resterait qu'à renoncer à toute connaissance, à toute réflexion, à toute expression. S'il est vrai qu'il y a une culture dominante, il est vrai aussi qu'il y a une, ou plus exactement des cultures dominées, mutilées, réprimées. Ainsi la culture libertaire. Et les anarchistes eux mêmes ont beaucoup fait pour la saboter.

Une somme considérable d'études, de réflexions, de critiques, d'idées originales et de propositions constructives restent enfouies dans des oeuvres abandonnées à la "critique rongeuse des souris", alors que l'essentiel de la pensée libertaire s'y est formé. Des hommes, qui se sont battus toute leur vie contre l'oppression, y ont laissé leur témoignage, le bilan de leurs expériences, des projets d'expériences nouvelles. Bien souvent, les tenants de la culture dominante ont essayé de les enfermer derrière un mur de silence et de dérision, et n'y ont que trop bien réussi? Fux aussi, il s'agit de les "sortir du ghetto", non pas par de pieuses commémorations, mais en dégagant de leur apport ce qui est actuel et fort, en retrouvant derrière des formules qui ont pu vieillir la logique de leur pensée, la dynamique de leur activité, les tendances de leur sensibilité. Il ne s'agit pas de constituer à leur propos un pur savoir biographique ou littéraire, mais de dégager un mode de sentir, de penser et d'agir : une prise de position face au monde présent.

Soit dit en passant : il est certain qu'on n'aboutira pas ainsi à une théorie unique, à un système tout terrain, mais à des courants diversifiés, inspirant des pratiques diverses. L'important, ce sera de donner à chacun de ces courants sa cohérence, son aptitude à l'expérience et au renouvellement, et d'utiliser le travail et l'imagination de ceux qui nous précèdent pour nous donner un instrument de compréhension, de communication et de prise sur le monde.

Cette culture libertaire cesserait déjà d'être livresque au moment où son élaboration nous amènerait à renouer les liens, à trouver les formes de collaboration et de relation conformes à une telle entreprise si elle est effectivement conduite dans un esprit libertaire. Un projet de ce genre exige aussi un minimum de moyens de publication, de diffusion, etc. Se donner des moyens n'est pas tout : il faut aussi les préserver, les développer. L'instabilité des groupes libertaires rend la chose difficile. Lorsqu'une équipe arrive à se constituer un outil (revue, journal, librairie, coopérative d'édition), la peur de voir éclater l'acquis entre les mains de nouveaux venus l'incite aussitôt à une attitude de défiance et de repli sur soi, sinon de sectarisme déclaré, qui empêche toute progression. Il est vrai aussi que nous avons vu assez d'exemples d'irresponsabilité dans nos milieux pour comprendre, ce qui ne veut pas dire admettre, une telle attitude.

Le résultat d'une telle situation est connu : on repart sans cesse à zéro, les énergies s'épuisent, les volontés disponibles s'éparpillent. Le travail fourni par les uns et les autres est perdu à brève échéance. L'effort pour exprimer positivement l'anarchisme s'accompagne donc nécessairement d'un effort pour créer les indispensables instruments de liaison, de production, d'échange. Il est abusif de réclamer l'autogestion à grands cris si l'on est incapable de gérer collectivement le plus modeste équipement. Rejeter la responsabilité d'une pareille incapacité sur l'environnement capitaliste relève le plus souvent du faux alibi.

Récupéré par le système ?

Le plus urgent n'est pas de penser à l'"équipement". Il faut voir d'abord si des équipes peuvent se former. Si elles prennent vie, si elles arrivent à maintenir une coordination et un certain rythme d'activité, le reste ne tardera pas.

Une précision encore, pour éviter un malentendu trop fréquent. Ce qui est suggéré ici ne peut pas être considéré comme la seule façon de faire avancer l'anarchisme. Ce ne sera jamais qu'un complément, mais un complément dont on ne peut faire l'économie, aux différentes formes d'action. Il n'est pas question de rappeler à leurs chères études ceux qui jugent plus utile de rester disponibles à une permanente action de harcèlement et de contestation pratique. Même si on peut rappeler que l'unité de la théorie et de la pratique, tant invoquée, demande aussi qu'on ne sacrifie pas la théorie à l'activisme.

Ce dont il est question avant tout, c'est de stimuler et d'organiser une activité intellectuelle qui puisse concerner toutes les tendances du mouvement anarchiste, quel que soit le type de pratique qu'elles préconisent. Elle devra poser des problèmes à tous, et proposer aussi des réponses à ces problèmes. Inciter à une attitude critique qui ne soit pas tournée exclusivement vers les positions et les réalisations des autres groupes, mais vers les choix propres à chacun. Cette activité intellectuelle collective pourra aussi inclure dans une nouvelle communauté ceux qui, isolés, essayent d'appliquer partiellement leurs idées dans les secteurs les plus divers de la vie sociale, là justement où existent le plus de risques de "récupération" : enseignement, loisirs, éducation "populaire", information, syndicalisme, etc. Un lien constant doit être maintenu entre ceux qui mènent une action révolutionnaire offensive et ceux qui peuvent servir de relais, de médiateurs pour faire connaître et comprendre correctement ce combat. Ces derniers peuvent aussi se consacrer plus facilement à la réalisation d'instruments d'échange et de diffusion mis à la disposition de groupes plus mobiles et plus exposés. En retour, une confrontation permanente entre les uns et les autres a quelques chances de provoquer à une remise en cause d'eux-mêmes ceux qui, dans leur isolement, risquent de glisser dans les ornières de l'ordre établi.

L'important, c'est de réagir contre la stérilité et la prostration intellectuelles. Parce que nous avons laissé se perdre le courant de la culture libertaire, parce que nous n'avons pas su suivre avec acuité l'évolution des connaissances et des idées, parce que nous renonçons à une production originale par peur d'être pris dans le système, le réveil du printemps 68 et le regain de l'anarchisme sont menacés de neutralisation.

Mais l'effort pour formuler une "anarchie positive" n'est-il pas destiné à devenir à brève échéance un facteur d'intégration à l'idéologie dominante et à ses moyens de conditionnement ? Le danger est réel, et il serait grave de le perdre de vue. Des glissements vers un inoffensif libéralisme, vers l'éducationnisme, le moralisme ou le réformisme syndical, par exemple, peuvent nous conduire à participer, en dépit de nos intentions, à l'aménagement de la vie sous contrôle capitaliste et technocratique. On peut miser au moins sur le fait que l'anarchisme manifeste une tendance intrinsèque à la critique, à la négation, à la radicalisation, qui reste latente même dans une expression idéologique affaiblie, et qui retrouve vite sa virulence dans un terrain (individuel ou collectif) favorable. Et tout ce qui contribue à clarifier, à étayer et à renouveler nos positions, à renforcer les liaisons au détriment de la dispersion, à stimuler l'imagination, à préciser et à développer l'information, contribuera tôt ou tard à l'efficacité de notre action.

René FURTH

COMMUNICATION ET HIERARCHIE

L'Enfance inadaptée est à l'ordre du jour ; lieu des contradictions de notre société, et de sa faillite, chacun se penche avec dévouement, compétence et tout ce qu'on voudra sur ce "douloureux problème". Douloureux d'abord pour notre civilisation qui ne peut supporter qu'un de ses rouages ne fonctionne pas, qu'une faille s'introduise dans le système et le remette en cause.

Aussi réunit-on ces enfants dans de belles propriétés campagnardes, à l'abri de grands murs où, ne troublant plus la quiétude de leurs contemporains (et semblables en ceci aux fous et aux prisonniers), ils bénéficient à la fois du grand air et des bons soins d'une équipe compétente.

L'Equipe : c'est-à-dire psychiatres, psychologues, direction, éducateurs, instituteurs...

Hors de l'Equipe : d'une part le personnel "subalterne", femmes de service, hommes de peine, lingères... D'autre part les enfants, "sujets" et raison d'être de l'Institution.

LA PAROLE ALIENNEE

Ainsi, d'emblée, s'établit une hiérarchie, hiérarchie du savoir et du pouvoir, entre d'une part ceux qui "savent" - et d'un savoir homologué - et qui prétendent faire changer les choses, et, d'autre part, ceux qui n'ont pas accès à ce savoir et doivent s'y plier. Hiérarchie qui se reproduira d'ailleurs au sein même de l'équipe entre ses différents membres, et dont l'effet le plus immédiat est d'empêcher que l'imprévu n'arrive, que ne se passent des choses qui ne trouveraient place dans le système protecteur, de bloquer, en définitive, toute dialectique. "Cette pyramide des systèmes de dépendance étouffe des configurations dans lesquelles entrent des objets partiels fondamentaux tels que le regard et la voix, objets dont l'importance n'est pas à signaler au niveau de la psychose." (J. CURY, "Quelques problèmes de psychothérapie institutionnelle")

Ainsi, une grande part de communication authentique qui, surtout avec les enfants passe le plus souvent par des voies non verbales, est-elle scotomisée. Comment s'étonner si parfois les exclus se

retrouvent dans une authentique complicité, l'espace d'un sourire ou d'une parole : cette parole justement est exclue du discours savant des scientifiques qui ne peut que chosifier et aliéner les êtres qu'il vise, et aussi ceux qui le prononcent. Et si quelquefois une communication authentique s'établit lors d'un "examen psychologique", elle ne doit rien à la science psychologique ni à son cadre, mais à son absence, par hasard, et elle n'est pas transmissible, car ce n'est pas le psychologue qui en ferait part, mais l'individu, mis en cause personnellement, qui ne peut exister qu'à travers son rôle.

Mais de toute manière cela n'a pas à être dit ; seul a droit à l'accession au verbe ce qui peut systématisé, codifié. Et pour cette systématisation l'absence du sujet est indispensable, qui serait le plus apte à s'y opposer. La parole qui libère et qui crée est exclue, et seul a droit de cité le discours qui fige et aliène. Pourtant, "l'effet de sens qui "ramène" un sujet passe souvent par des chemins de traverse ; tout l'art, ou la science, consiste à ne pas étouffer ces effets, ni à niveler ses voies impossibles à décrire." (J. CURY).

Le pivot de l'Institution, le lieu qui devrait être celui de la rencontre et de la parole, c'est la synthèse. Nous allons tenter de voir comment la parole qui s'y exprime ne peut être qu'aliénée dans un discours systématique, comment cette synthèse ne peut être autre chose que le lieu des contradictions de l'Institution elle-même. Mais lieu qui subit ces contradictions plutôt que les vivre et de les exprimer.

Contradiction d'abord quant au but de l'Institution. Vécue subjectivement comme oeuvre éducative (ou de rééducation, comme s'il s'agissait de quelque chose de tordu, avec ce que cela comporte de jugement moral à l'égard de l'éducateur primitif, c'est-à-dire les parents), sa fonction est en premier lieu répressive ; combien de temps éducateurs et psychologues feindront-ils d'ignorer ce pour quoi on les paie et qui les paie ? D'abord ôter de la société globale tous ceux qui ne s'y intègrent pas, tout ce qui crée une rupture, met en évidence des failles et pourrait entraîner une contagion. Puis "réduquer", "réadapter" ces chers petits, de sorte qu'ils rentrent dans le circuit normal, ne montent pas sur les barricades et acceptent le plus sereinement possible une "vie" dont les horizons se limiteront aux traites à payer et aux fins de mois difficiles. (Curieusement, de tels établissements ne dépendent pas du ministère de l'Intérieur...) Alors que de tels buts sont avoués avec un cynisme éhonté par les politiciens aussi bien que par les administrateurs, seuls les employés de ces établissements refusent de se définir par rapport à ces perspectives et se voilent les yeux d'un humanisme vague et plein de bonnes intentions, où on remarque en particulier la part prise par l'idéologie du dialogue, avant-goût de la participation.

SYSTEMES DE DEFENSE

Cette première contradiction éclate en synthèse lorsqu'il s'agit d'évaluer les possibilités de sortie d'un gosse. Pourra-t-il rentrer en classe, dans son quartier, sans faire trop de bruit, saura-t-il passer inaperçu, alors il est guéri, il est équilibré. Et il est vrai que la question se pose bien souvent en ces termes, mais il est curieux qu'on le reconnaisse rarement, et qu'on recherche toujours des justifications théoriques, que fournit généralement la psychologie (science qui, comme toute autre, ne peut être que neutre, bien sûr).

Cette contradiction quant à la fonction de l'Institution entraîne une seconde quant à la manière dont ses membres vivent leur rôle. Si elle est vécue parfois avec acuité, jamais leur situation de simples exécutants et d'aliénés n'est exprimée, ou simplement évoquée, mais remplacée par un discours aliéné sur la noblesse de la mission à accomplir, discours qui oblige à ce que la réunion ne se termine pas sans de bonnes résolutions, ou sans une ligne directrice. Il y a toujours quelque chose à faire, et en-dehors du politique qui, cela va de soi, n'a pas sa place ici puisqu'il mettrait en péril l'institution et que celle-ci, représentant le système, ne peut être mise en cause. Du moins sans contre-partie "positive" : l'ordre a été dérangé, il faut réparer. Quant aux options fondamentales, ce n'est pas à nous d'en discuter, mais à ceux qui nous emploient et qui, comme par hasard, sont soit l'Etat, soit les curés, soit les industriels.

La hiérarchie est évidemment le meilleur soutien à cet état de choses : c'est elle qui permet de masquer notre aliénation derrière l'appartenance à une équipe dont les membres jouissent d'un statut privilégié par rapport à ceux qui n'en font pas partie ; statut privilégié à la fois d'un point de vue matériel et aussi par le sentiment qu'il donne d'appartenir à une élite qui seule a accès à la science. Quant à la hiérarchie qui existe à l'intérieur de l'équipe, en amenant chacun à n'exister qu'en fonction de son rôle elle empêche le sentiment de l'aliénation commune de surgir, puisque ce rôle est défini par la société et masque l'être au monde dans son authenticité.

Ainsi, jamais la situation ambivalente d'aliéné-aliénant ne peut être mise en cause, masquée qu'elle est par l'illusion et le rôle. "Malheureusement les spécialistes de la psychiatrie, de l'éducation etc. sont mal armés pour être en prise directe avec ces problèmes. Leur formation a développé des systèmes de défense souvent extraordinaires qui les statufient dans des fonctions reconnues par l'Etat et les plongent sans qu'ils s'en doutent dans l'écorce même du collectif. Ce sont eux qui, souvent, sont le moins sensibles à ces phénomènes d'aliénation, d'autant plus qu'ils y participent et en sont les agents." (J. CURY, op. cité, p. 218)

S'il en est ainsi, il n'y a rien d'étonnant à ce que la fonction essentielle de l'Institution doive être sa propre défense et sa

survie, beaucoup plus que l'enfant et la question qu'il pose, en premier lieu à l'Institution et à ses membres, non pas en tant que lieu ouvert, mais en tant que système fermé, représentant d'un certain système social.

UN RECOURS CONTRE L'ANGOISSE

Qu'un enfant refuse par exemple d'aller à l'école, la demande qu'il fait ni la question qu'il pose ne peuvent être écoutées, car cette seule écoute pourrait obliger l'Institution à se mettre en cause, mettrait donc le système qu'elle représente en péril, puisqu'il ne subsiste justement que par l'absence de mise en cause. Aussi, avant même que le problème soit posé, est-il nécessaire d'envisager sa résolution. Dans un tel cas, les seules questions recevables seront : comment faire en sorte que cette faille passe inaperçue, que l'enfant revienne le plus vite possible de lui-même en classe, évitant ainsi à l'adulte de mettre en évidence sa fonction essentiellement répressive. Les justifications théoriques, bien sûr, seront évoquées : il faut bien qu'il apprenne, il souffre de ne pas faire comme les autres... Lorsque ces justifications "de bon sens" ne suffiront plus, il sera fait appel aux justifications scientifiques : désinsertions du réel...

Ainsi, deux types de hiérarchie interviendront à deux niveaux pour rendre impossible l'écoute de la demande de l'enfant et ce qu'elle pourrait avoir de nôtre ; la hiérarchie administrative d'abord, pour protéger l'Institution, tentera d'imposer la recherche d'une solution immédiate qui fasse que l'ordre ne soit pas troublé ; et si la question ne peut être totalement passée sous silence, la hiérarchie scientifique apportera les justifications théoriques sur lesquelles la bonne conscience pourra s'appuyer.

On peut se demander si la question, toujours posée et toujours esquivée, n'est pas celle que nous posent l'angoisse de l'enfant et la propre angoisse des membres de l'équipe. La fonction essentielle de la structure close de l'équipe et de la réunion de synthèse n'est-elle pas d'empêcher par tous les moyens son surgissement et, surtout, son assumption ? Que, malgré tous les mécanismes obsessionnels qui visent à l'empêcher et qui font souvent appel aux techniques de dynamique de groupe, elle imprègne la réunion, alors, pour empêcher ce qu'elle amènera inévitablement de remise en cause, surgira la phrase salvatrice : il faut trouver une solution. Et le psychologue s'empressera de fournir une explication scientifique qui soulagera chacun en prouvant qu'il s'agit là d'un cas bien particulier, qui rentre dans des catégories connues et ne saurait donc nous engager personnellement.

On comprend que l'absence du sujet soit indispensable ; il refuserait sans doute de rentrer dans ce jeu, de se plier à cette catégorisation, à ce diagnostic qui ne pourrait être pour lui qu'une condamnation à se retrouver seul en face de son angoisse. Mais, puisqu'il n'est pas là, c'est qu'il n'y a rien en lui qui soit nôtre ;

son angoisse est une chose qui lui arrive, qui lui est propre, un accident qu'il faut faire rentrer dans des cadres préparés à l'avance.

Le rôle de l'angoisse par rapport à la hiérarchie me paraît fondamental : c'est son existence, en effet, qui permet le recours à un père tout-puissant qui seul a le pouvoir illusoire et magique de supprimer l'angoisse. Mais ce recours a pour effet réel, non de la supprimer, ce qui n'est pas possible, mais de l'empêcher d'arriver à être assumée par chacun, ce qui serait la condition pour qu'elle devienne constructrice et créatrice.

POUR QUE LES CHOSES RESTENT EN PLACE

Ainsi, dans tous les aspects de la synthèse et, au-delà, de l'Institution tout entière, le rôle de la hiérarchie apparaît-il, comme il est naturel, foncièrement réactionnaire. En bloquant toute communication authentique, il empêche du même coup les contradictions (dont nous n'avons cité que quelques exemples) de s'articuler de façon dynamique et dialectique. Dans ce contexte, les contradictions ne peuvent que rester des ambivalences, pour lesquelles aucune résolution ne peut être espérée en dehors de celle, illusoire, que l'on attend du recours magique au supérieur, à celui qui possède le pouvoir ou le savoir. Du même coup, toutes les possibilités créatrices et dynamiques qu'offrirait la prise en charge et l'étude de ces contradictions par l'ensemble de l'équipe se trouvent annihilées.

Mais n'est-ce pas ce que désire le Pouvoir ? Puisque tout reste en place, puisque rien ne peut évoluer, il ne reste d'autre solution qu'individuelle. Chacun n'a plus qu'à jouer son rôle, à éviter tout ce qui pourrait le mettre en face des vrais problèmes : rôle de flic, joué en toute bonne foi par les éducateurs à qui psychiatres et psychologues apportent les indispensables justifications idéologiques. Ainsi les choses resteront-elles à leur place en un édifice structuré parfaitement et de façon statique.

Ainsi le lieu de la Parole n'est-il plus qu'un dérisoire lieu de verbiage, qui se masque derrière un vocabulaire ésotérique, où chacun fait son numéro, où chacun tient son rôle, plus ou moins bien, et où toute véritable communication avorte, puisqu'il n'y a plus rien à communiquer et que, en tout état de cause, tout est joué. Il n'y a plus qu'à dégorger ce qui a naguère été appris, au mépris d'un véritable dialogue, mais pour que les apparences soient respectées, et que les choses restent à la place qui leur a été désignée. Lieu qui évoque invinciblement des fantasmes de type oral, cérémonie anthropophagique où l'autre est mis en pièces et dévoré. Dans le meilleur des cas, la nourriture ainsi absorbée est bonne et l'équipe sort rassasiée de la réunion, dans une sorte de complicité morbide face aux dévorés et aux ignorants frustrés de la science. Sinon, l'autre qu'on vient de dévorer, c'est un peu soi-même, et chacun part avec un vague malaise, une vague rancune contre la vie qui refuse ainsi de se soumettre à la science en des schémas préétablis.

L'intention de ce texte n'est pas scientifique, mais polémique. Nous avons volontairement laissé dans l'ombre tout un ensemble de faits qui, permettant de survivre, pourraient laisser supposer que les choses ne sont pas si noires que ça. Et, de fait, la pratique quotidienne permet de se trouver un grand nombre de justifications et de réassurances. Il est également vrai que ce rôle qui nous est dévolu, nous pouvons partiellement biaiser avec lui. Il n'en reste pas moins que le Pouvoir appartient à ceux qui nous l'ont dévolu et qui conservent la possibilité d'interrompre à tout instant une expérience qu'ils jugeraient dangereuse et contraire aux buts qu'ils nous ont fixés.

On peut reprocher aussi à ce texte une certaine confusion dans les termes employés. Cela tient pour une part à l'intention du texte, contradictoire avec la formation de son auteur, qui fait que certains textes sont employés tantôt selon leur acception "scientifique", tantôt selon l'acception banale. Mais surtout, une telle critique manque sans doute de base théorique et nous avons du rester le plus souvent au niveau du vécu, et ce qui est plus grave du vécu individuel, ou du vécu collectif retranscrit par un individu. Il est bien évident qu'un tel travail devrait être repris collectivement.

Si aucune proposition constructive n'est faite, c'est volontaire; de telles propositions ne pourraient émaner que d'un groupe qui aurait préalablement mené à fond un travail de critique dans la direction indiquée. Seule l'institution tout entière, après avoir pris conscience de son aliénation, pourrait tenter de se désaliéner, et encore ne pourrait-elle le faire vraiment que dans un autre contexte social.

A.T.

L'article de J. CURY, "Quelques problèmes théoriques de psychothérapie institutionnelle", a paru dans la revue RECHERCHES, spécial "Enfance aliénée" (septembre 1967), pp. 215 à 226.

RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ARCHITECTE

Ce texte est extrait d'une étude théorique présentée pour un diplôme d'architecture.

D'abord quelques remarques en marge de cette publication :

* Nous souhaitons faire paraître aussi souvent que possible de telles réflexions sur l'exercice d'une profession : ses conditions concrètes, son intégration au système capitaliste, le rôle qu'elle joue dans le conditionnement général, les possibilités d'une résistance à l'organisation hiérarchique du travail et à la manipulation, directe ou indirecte, des consciences. L'absence d'une critique et d'une interrogation de ce genre ne peut que conduire à l'assimilation, dans le malaise et l'usure, de ceux qui exercent des professions intervenant dans l'organisation de la vie quotidienne, qu'il s'agisse de l'éducation, du travail, des loisirs, de l'information, de la construction ou de la santé (physique et mentale).

Un camarade se propose d'entreprendre une analyse de la fonction du psychologue. Il envisage cette étude comme un travail d'équipe. Nous demandons à ceux que ce problème intéresse, et surtout à ceux qui ont une expérience directe de la chose, de nous écrire.

* Certains travaux universitaires (mémoires, enquêtes et même exposés) peuvent recouper les centres d'intérêt de Recherches libertaires. Pourquoi ne pas nous les communiquer ? Leur publication (même partielle) ou leur adaptation aux dimensions de RL pourrait faire progresser un travail collectif. En nous signalant les recherches en cours, vous pourriez permettre une suite d'échanges et de collaborations, et contribuer par là à la constitution de ces équipes sans lesquelles nous n'arriverons pas à dépasser le stade des tâtonnements et des recommencements à zéro.

* Les textes que nous publions sont destinés avant tout à la discussion collective et par là à l'éclaircissement de positions libertaires actuelles. Si la discussion permanente et le travail d'équipe ne se font pas, nous n'aurons aucune raison de continuer.

R.L.

"Servir, cela est beau. Servir en aveugle, cela n'est plus beau." ALAIN

" Depuis la fin de l'âge des cavernes, l'homme s'éveille chaque matin, vit chaque jour, s'endort chaque soir dans des volumes construits dont il n'a jamais appris à analyser les rapports avec lui-même. Il en subit les conditionnements sans être capable de les connaître. Faute de conscience architecturale, il crée, en construisant, les conditions mêmes de sa non-liberté. Tous les moyens doivent être mobilisés pour sensibiliser l'opinion aux problèmes élémentaires de l'architecture. Et il serait souhaitable que l'enseignement général, au niveau du second degré, et grâce aux moyens audio-visuels, prenne sa part d'une initiation dont les dimensions sont loin d'être purement techniques, mais sont profondément humaines, sociales et, au sens grec du mot, politiques."

Max QUERRIEN, directeur de l'Architecture

L'aménagement de l'espace, matérialisation du Plan, est en soi une action politique : elle est l'expression du mode de vie caractéristique de la société dans laquelle nous vivons, qui nous conditionne, nous opprime et nous réprime.

L'architecte n'est qu'un des aménageurs de l'espace de vie. Il est aux prises avec des problèmes techniques, économiques, sociologiques, psychologiques, esthétiques, moraux... particuliers. L'observation et la réflexion critiques et méthodiques montrent que ces problèmes sont liés à des problèmes plus généraux concernant les structures, le cadre et l'exercice de la profession. Ces problèmes, éminemment politiques, sont presque toujours faussement posés.

Avant de se prétendre architecte, enseignant ou juré, et de sévir au petit bonheur la chance, le constructeur d'aujourd'hui, comme tout citoyen moyennement intelligent, est en droit de se demander :

1 - ce que sont réellement l'architecture, l'urbanisme et la construction ;

2 - ce que sont les fonctions de l'habitation et de la construction ;

3 - ce qu'est la responsabilité de l'architecte au moment de la conception et pendant la réalisation des projets ;

4 - ce que sont les structures de réalisation de ces objets ;

5 - ce que sont les conséquences sociales, psychologiques..., de l'oppression de ces structures et de la conception officielle de la construction.

I - L'ARCHITECTURE, L'URBANISME ET LA CONSTRUCTION. EXAMEN CRITIQUE

(On nous a enseigné que :

l'architecte par sa formation participe à la réalisation de l'espace de vie de l'homme à trois niveaux :

1 - l'architecture qui est la conception et la composition de la cellule dans laquelle l'homme vit, habite, dort, joue, se distrait, se cultive ou travaille ;

2 - l'urbanisme qui est la composition géographique des cellules en un tout rationnel, fonctionnel et poétique ;

3 - le bâtiment, c'est-à-dire la réalisation des cellules.

Le Corbusier, celui que les architectes, entre les-deux guerres, accusèrent de soviétiser (sic) l'architecture, affirme que :

"L'architecture fonctionnelle est un propos journalistique. L'architecture est fonctionnelle par définition. Si elle n'est pas fonctionnelle, qu'est-ce que c'est ? De la saloperie ! L'architecture, c'est le jeu savant correct et magnifique des formes sous la lumière." En conséquence, "l'architecte doit être à la fois poète, plasticien et technicien averti."

Le Corbusier a le grand mérite d'avoir su nous apprendre à voir et à critiquer. Retournons lui sa leçon.

Qu'est-ce, d'une façon concrète, pratique, qu' "un jeu savant correct et magnifique des formes sous la lumière." ? Cette définition subjective a conduit aux Z.U.P., toutes réalisées par des architectes diplômés, sous le contrôle de Grands Prix de Rome et de l'Etat. Ce qui a fait dire à certains que Le Corbusier était un architecte réactionnaire. Ce qui est vrai, c'est que la médiocrité générale de la construction nous a longtemps aveuglés, le faisant ainsi passer pour révolutionnaire.

Il est certes primordial que l'univers architecturé suscite la poésie, le rêve, la réflexion, l'imagination, participe à l'OUVERTURE D'ESPRIT. Mais cela ne doit pas se traduire par : "avez-vous votre diplôme de poète ?" N'est-ce pas Llabador, Zamansky ou Poujade ? De quel droit peut-on affirmer qu'il y a une bonne ou une mauvaise poésie ? Qu'est-ce donc que la poésie ?

Cette recherche de la poésie à tout prix a conduit certains architectes à concevoir une architecture-sculpture formelle, plus ou moins habitable. A l'aide souvent de prouesses techniques, masquant le véritable rôle de l'architecture qui est D'ABCED de fournir aux gens un habitacle permettant de résoudre un certain nombre de besoins biologiques, psychologiques ... fondamentaux. La poésie ne consiste pas à cacher la médiocrité derrière des apparences de luxe, des gadgets soi-disant décoratifs ou des formes prétentieuses.

Certains constructeurs ou enseignants, uniquement préoccupés par les problèmes techniques, et qui ne sont ni poètes, ni techniciens, ni plasticiens mais technocrates, affirment la prédominance de l'architecture-dessin ou de l'architecture-maquette (celles enseignées dans toutes les écoles d'architecture de France, ce qui se traduit par :

* la prédominance du plan-masse que l'on ne voit que d'avion et qui est toujours mensonger, car l'architecture est autant fonction de volumes intérieurs (qui n'ont rien à voir avec les volumes extérieurs) que de finition, comme le montrent parfaitement les exemples suisses, allemands ou américains ;

* la prédominance des façades ou des plans qui sont toujours beaux sur le papier : il est toujours facile de cacher une saloperie derrière des effets graphiques, une erreur volontaire de dessin en plaçant une cote juste derrière un graphisme faux, ou l'inverse, ou en négligeant (sic !) l'environnement ou en l'inventant...

* le soi-disant fonctionnalisme technique, jamais résolu par manque de moyens d'investigation sérieux, d'enquêtes précises, et par la faute de programmes fantaisistes "oubliant", par on ne sait quel tour de passe-passe, que l'homme n'a pas à s'habituer à la construction ni à la subir, mais que la construction doit s'adapter à ses besoins.

* L'affirmation de structures mensongères, comme le montre le calcul. Cette affirmation de structures parfois trompeuses, très à la mode en ces temps, n'est rien d'autre qu'une affirmation néo-baroque parfois, il faut le reconnaître, gracieuse.

Ces architectures-dessins ne traduisent rien d'autre qu'un dogme formaliste. Nous opposant à ces architectures cadre de vue, nous pensons, à l'exemple de C. Vasconi et G. Pencreac'h, que d'une façon plus globale, l'architecte crée avec d'autres spécialistes le cadre de vie de l'homme.

Quelle vie ? Une vie d'homme vivant, libre et responsable, ou une vie d'aliéné ? Au niveau pratique, comment cela peut-il se matérialiser ? Quels conditionnements et quelles oppressions voulons-nous combattre précisément ? Comment, concrètement ? Quelles conséquences peut et doit avoir notre action ?

L'application méthodique et systématique de la méthode analytique remplace les problèmes de la construction à leurs véritables niveaux : ceux des faits, des observations, des constatations, des réalisations, des besoins, des fonctions, des objectifs, biologiques, psychologiques, sociologiques, économiques, politiques, esthétiques..., des causes et des conséquences. Elle ne permet pas de définir d'une façon définitive et précise les termes architecture, urbanisme, construction, mais elle les délimite, les enveloppe, en les définissant négativement.

Il n'est pas question ici, dans le cadre de cet exposé, nécessairement schématique (faute de temps, de moyens financiers, et de compétence...), de répondre aux questions posées. Celles-ci doivent être analysées, développées ou refusées par l'intermédiaire de structures souples, non oppressives et non répressives réunissant le maximum de citoyens conscients, compétents ou concernés. Ce travail, qui devrait être le but de tout enseignement positif, ne peut être réalisé hélas dans le cadre d'une école, en raison de la politique gouvernementale bourgeoise poursuivie.

Les questions, non limitatives, posées par la méthode analytique, peuvent se répartir en trois groupes étroitement liés :

1 - Quelle est la fonction que doit remplir l'architecture et quel rôle la société moderne fait-elle ou veut-elle faire jouer, consciemment ou non, à l'architecte ?

2 - Qui fait de l'architecture, et comment ?

3 - Comment est formé le constructeur ?

II - L'HABITATION ET LA CONSTRUCTION
BESOIN ET FONCTION

L'habitation et la construction des édifices nécessaires à la vie de l'homme doivent d'abord être une réponse aux besoins fondamentaux de l'Homme. Cette réponse est matérialisée par une combinaison "gracieuse" de volumes et d'organes définissant des fonctions précises.

Les besoins profonds de l'homme sont ressentis à deux niveaux : individuel, collectif.

1 - besoins naturels : protection et refuge contre les éléments naturels, contre les accidents naturels (séismes, inondations, tornades) et contre la destruction du bâtiment lui-même (incendie, glissement de terrain...). La nécessité de résoudre ce besoin primordial tisse un premier réseau de contraintes autour de l'homme.

2 - besoins biologiques

L'espace, fermé ou non, constituant le cadre de la vie de l'homme doit respecter certains besoins biologiques

propres aux animaux.

- besoin de respirer des gaz non toxiques permettant une vie normale (problème de l'entassement humain dans les villes, des dimensionnements des volumes - volume minimum vital -, des voitures, de la pollution atmosphérique).

-- nécessité de lutter contre ou de contrôler un certain nombre d'autres phénomènes physiques ou biologiques tels que les rayonnements, les propagations de diverses ondes sonores ou de choc, la propagation microbienne...

- besoin d'une température ambiante à peu près constante.

- besoins naturels de l'homme : manger (pollution des aliments), boire (pollution des eaux par les détritiques ou les radiations atomiques...); dormir, faire l'amour, besoin de se laver, de se dépenser physiquement..., ce qui entraîne des études particulières sur la raison de ces besoins, les moyens techniques de les satisfaire sans conditionner l'homme.

Tous ces besoins font intervenir d'autres spécialistes que les constructeurs : médecins, biologistes, physiciens...

3 - besoins psychologiques et humains

- besoin de liberté, nécessité de lutter contre les formes d'oppression ou de répression que peut créer le bâtiment : bâtiment-prison (logements, écoles...), limitation de la liberté de mouvement pouvant provenir d'une surface vitale trop petite -les appartements des HLM, même bien étudiés, sont trop petits), claustrophobie, répression sexuelle pouvant provenir de l'organisation intérieure de l'appartement, des chambres, des salles de bain...

- besoin de changement et d'évolution : l'homme change dans le temps physiquement et psychologiquement. Ses besoins changent aussi, et la construction doit permettre ces changements en limitant les contraintes économiques, matérielles... La construction n'a pas à suivre des modes passagères conduisant au démodage (obsolescence) des bâtiments.

- besoin de paix, de calme (isolation phonique et isolation des fonctions), de curiosité (variation infinie des perspectives - exemple : Les ZUP!), de sécurité (condamnation des cursives sur les bâtiments hauts).

L'homme éprouve aussi d'autres besoins contradictoires de vie (foule, grouillement...), d'agressivité, de défoulement, de spectacle, de rêve, de poésie, de grâce, de plaisir, de joie..., besoins esthétiques, de contact avec la nature, la verdure, la forêt...

La construction peut aider à résoudre ces problèmes. Encore faut-il que le constructeur soit conscient, compétent, sensible... et qu'on lui donne les moyens de les aborder et de les résoudre.

4 - besoins sociaux

La construction peut participer de différentes façons au développement d'un certain nombre de phénomènes sociaux : racisme et ségrégation (quartiers résidentiels et quartiers populaires, ZUP et villas...), sectarisme, etc., phénomènes provenant souvent d'une méconnaissance des besoins réels d'autrui. Ces phénomènes, de première importance puisqu'ils sont directement sources de conflit entre les individus, doivent être étudiés avec soin et combattus avec tous les moyens disponibles.

L'homme, être sociable par nécessité, a besoin d'avoir des rapports sociaux. Les contacts humains facilitant la connaissance d'autrui, de ses problèmes et de ses besoins, peuvent être favorisés par la conception même de l'habitation et de son utilisation. Mais, parallèlement, l'homme doit être protégé contre l'homme : contre le vol (tant qu'il existera la propriété privée, hélas !), contre l'agressivité physique, individuelle ou sociale (guerre : abris...)

Ces rapports sociaux peuvent être des rapports culturels, religieux, intellectuels, artistiques, sportifs, commerciaux, alimentaires... L'étude des besoins sociaux nécessite la collaboration des historiens, sociologues, psychologues, psychanalystes, psychiatres, pédagogues, éducateurs, enseignants (fonction sociale de l'école), commerçants (fonction sociale et publique des commerces), etc.

5 - économie, qualité, esthétique, quantité

L'homme a un besoin profond de se loger. Mais ses moyens financiers sont limités. On construit alors pour lui des logements dits sociaux : HLM, HBM, opérations millions. On organise des concours : concours ADEMO devant permettre de sortir des logements sur une grande échelle, en alliant la qualité à un faible prix. Hélas, à quelques exceptions près, les résultats sont d'une médiocrité désarmante.

Comment se fait-il que ces HLM, HBM, appartements de moyen ou de grand standing soient fondamentalement les mêmes (critère bourgeois des besoins), à quelques mètres de couloirs près, malgré des apparences trompeuses et flattées (salles de bain multiples, grands halls dans lesquels on ne vit pas, plus grande hauteur sous le plafond...)?

Comment se fait-il que les frais d'entretien soient plusieurs fois supérieurs dans un HLM à ceux d'un immeuble "grand standing"? Si les matériaux utilisés étaient de qualité, si l'exécution était soignée, si la main d'œuvre était correctement formée et dirigée... La qualité ne se monnaie pas. Seule l'industrialisation, rationnelle et encouragée, peut résoudre ce problème, ainsi que le problème de la quantité et de l'esthétique.

Mais concrètement, comment se fait-il que des gens logent dans des taudis, alors que les logements grand standing ne sont pas tous occupés, et que l'on continue à construire de ces derniers en grande quantité ? Et puis, on peut se demander si finalement les HLM ne sont pas nécessairement, par leur caractère, des taudis en puissance, voire même des taudis tout court ou des bidon-villes !

Ces quelques remarques sommaires donnent une idée des conditionnements que la mauvaise résolution de ces phénomènes peut provoquer ou développer. Seul, évidemment, l'architecte ne peut résoudre ces problèmes, mais il doit posséder des connaissances sérieuses, ne serait-ce que pour pouvoir comprendre ou réfuter les solutions que lui proposeront les économistes, les paysagistes, les techniciens et ingénieurs de toute sorte, les artistes qui nécessairement travailleront avec lui.

Il faut tuer définitivement le mythe de l'architecte-ingénieur ou de l'architecte-artiste.

III - L'ARCHITECTE. RESPONSABILITE TECHNIQUE, RESPONSABILITE SOCIALE ET POLITIQUE...

La construction n'est pas le fait de l'architecte puisque, chacun le sait, 70% du marché lui échappent. Par conséquent, il n'est pas un point de passage obligatoire de la clientèle. Il n'est qu'un élément d'un système politique et économique, élément qui se caractérise par son absence de pouvoir de décision. Dans le mécanisme aboutissant à l'objet construit, il se trouve enfermé dans un double réseau de contraintes :

* au-dessus de lui, les pouvoirs politiques, les puissances financières prennent les décisions importantes ; il ne sera appelé en consultation qu'une fois ces décisions prises ;

* à son niveau (niveau des organismes de réponse), il se trouve en position fautive, car les autres organismes de production - bureaux d'études, industries, entreprises... - résoudre les problèmes technologiques qui se posent.

Ainsi, dans le processus de production des objets, il n'aura pris ni les décisions politiques, ni les décisions économiques, ni les décisions technologiques. Il ne lui restera que le rôle de constituer des objets "gracieux" que son manque de culture populaire, son absence de connaissance de l'homme en général, lui permettront d'effectuer dans le plus parfait mauvais goût, en hommage à des décades d'enseignement archaïque.

En acceptant de se plier aux exigences du système, l'architecte sacrifie l'essentiel au superficiel, participe à la distribution ségrégative de l'habitat et au conditionnement idéologique de l'individu. Ainsi, l'architecte salarié, prolétaire exploité, devient exploitant irresponsable, oppresseur et réprimeur.

Ces constatations appellent quelques précisions.

1 - L'architecte

Est architecte toute personne, diplômée ou non, qui par sa fonction "technique", "artistique" ou "politique" détermine l'objet en plans et enveloppes, et participe à la réalisation.

L'architecte diplômé appelle architecture toute construction "fonctionnelle" ou "esthétique", tout aménagement des espaces, qui correspondent au critère qu'on lui a enseigné et que sa culture bourgeoise lui impose : le bon goût.

Il a pour lui : son coup de patte et une connaissance superficielle de l'homme bourgeois et de ses problèmes.

Il a contre lui : une méconnaissance presque totale des aspirations profondes de l'homme et de ses besoins réels (constructifs, économiques, moraux, religieux, humains, politiques...)

Il est donc arbitraire de distinguer la "belle construction" appelée architecture des autres constructions. En fait, l'observation montre que les réalisations satisfaisantes pour la résolution des problèmes soulevés - fonctionnels (besoins), techniques et technologiques, esthétiques ou humains - sont l'exception.

L'enseignement de la classe dominante affirme qu'une construction est réussie lorsque les programmes établis ont été réalisés suivant les critères bourgeois, esthétiques et fonctionnels, déterminés, rigides dans le temps (dogme de "vérité", de vraisemblance, d'"harmonie", de progression, de non-provocation, de non-agressivité, ...).

L'assimilation non critique de ces critères permet d'affirmer, sans le moindre doute : "L'architecture grecque est une belle architecture". Dogme. Mais qu'en connaissons-nous réellement ? Que représentait-elle ? Quelle était sa fonction sociale, politique, humaine... ? Comment étaient réalisées ces constructions ? Avec qui ?

Le simple fait de poser ces questions essentielles éclaire sous un jour nouveau le concept d'architecture, le rôle de l'architecte et l'importance de ses responsabilités techniques et sociales.

2 - Responsabilités techniques

Le rôle du constructeur lors de la conception et de la réalisation est important : rôle de composition, d'organisation, d'invention et de surveillance.

Comment y est-il préparé, et comment s'en tire-t-il ?

La responsabilité technique apparaît au niveau de l'étude. La méconnaissance technique des matériaux qu'il utilise est incroyable. Elle découle, il est vrai, de la quan-

tité de matériaux proposés. Criminel gaspillage d'énergie. Les caractéristiques de ces matériaux voisins sont très souvent mal connues (plastiques, par exemple) ou mensongères (capacités isolantes ou lumineuses réelles très souvent différentes de celles indiquées sur les catalogues, car utilisation dans des conditions différentes de celles expérimentées en laboratoire). Mais c'est tout de même l'architecte qui, sous sa seule responsabilité, accepte de les utiliser. C'est aussi sous sa surveillance (théoriquement) que les produits sont mis en oeuvre, et souvent mal (étanchéités, par exemple). Ce n'est tout de même pas l'ouvrier qui est responsable. Il n'est pas payé pour cela ! Le constructeur accepte des responsabilités qu'il sait ne pas pouvoir assumer : il est normal qu'il subisse les conséquences de cette attitude irresponsable.

Cette responsabilité technique est particulièrement évidente après réalisation. Regardons de plus près ce que les constructeurs proposent.

Les tours, par exemple - Si, nécessairement, dans une tour parallélépipédique, les appartements sont mal exposés, ce n'est tout de même pas la faute du promoteur, du politicien, de l'ingénieur, du financier, qui sais-je encore ! Même le citoyen gaulliste le plus bête (ça existe ?) a constaté qu'une tour parallélépipédique présente toujours un côté nord, froid, mal ensoleillé, invivable.

Si dans un bâtiment haut on accède aux appartements par des coursives offrant comme seule protection contre le vide des plaques transparentes enserrées dans des ossatures-quincailleries, et que l'habitant soit pris de vertige, qui est responsable ?

Les appartements, par exemple - Est-ce la faute du promoteur si dans tous les appartements une place importante est perdue en couloir, si les surfaces trop petites déjà sont mal utilisées et de plus mal utilisables, si les fenêtres sont mal placées, si les placards sont insuffisants ou placés en dépit du bon sens, si les gaines de cheminées débouchent dans les placards, si les cuisines sont inutilisables rationnellement parce que mal conçues (quelle est la fonction de la cuisine dans une famille ouvrière ?)

Mais les plans étaient jolis. Et puis le gain de temps sur l'étude, c'est du profit en plus. Immédiatement au moins.

La responsabilité technique est tout aussi évidente au niveau technologique. Ce n'est pas la faute des ingénieurs si les principes de préfabrication ont été mal définis et mal résolus, si les tuyauteries se baladent dans les appartements, si les prises électriques, les interrupteurs et les sources lumineuses sont mal placées et en nombre insuffisant, si les portes des cuisines s'ouvrent sur des meubles, si la salle de bain est transformée en piscine chaque fois que quelqu'un a la mauvaise idée de prendre une douche, et si de ce fait le carrelage ne tient pas, si l'entretien et la gestion sont abusivement coûteux (HLM, par exemple)...

On peut multiplier les exemples à l'infini. La responsabilité est certes parfois partagée avec l'ingénieur et l'économiste. Mais il est inutile de se donner bonne conscience en rejetant les responsabilités sur d'autres, en se cherchant des alibis jamais reprochés. Car c'est l'architecte en dernier lieu qui, au niveau de la réalisation, couvre de son autorité les actes et les choix.

3 - Responsabilités politiques et sociales

Cette responsabilité apparaît au niveau de l'établissement des programmes et de l'acceptation de réalisation. Il n'est pas tellement rare qu'un architecte ait à faire lui-même un programme. Or, il n'en a ni la compétence, ni les moyens techniques, ni le temps. Cela conduit à des bâtiments mal utilisables, vite démodés, inadaptables aux besoins "oubliés" qui ne manqueront pas d'apparaître avec évidence par la suite. De plus, lorsque l'architecte n'a pas la charge de l'établissement de ce programme, combien de fois laisse-t-il passer des erreurs, des fautes, voire des crimes sociaux ou esthétiques, qu'il a vus, par peur de perdre son client ou de ne plus en avoir ?

Les autres responsabilités politiques, sociales, esthétiques..., sont plus difficiles à situer et à définir. Cela ne signifie pas qu'elles n'existent pas et qu'elles ne doivent pas être démasquées. Elles découlent plus des structures de l'enseignement ou de la profession que de l'incompétence de l'architecte.

Il n'en est pas moins vrai que l'architecte qui accepte de planter son blockhaus dans une ville ou dans un site naturellement beau est un criminel.

Il n'en reste pas moins vrai que cet architecte qui, dans le Finistère, a fait modifier un programme municipal de logements sociaux, en faisant passer le nombre de la vingtaine à la dizaine (pourquoi ?) est un criminel. Pour rentabiliser financièrement l'affaire (pays capitaliste) les prix ont évidemment augmenté. Ouvriers, allez loger ailleurs.

Et nous, jeunes architectes, qui pensions sottement que le premier DEVOIR de l'architecte était D'ABORD de loger les gens !

4 - En guise de conclusion

De trois choses l'une :

* ou l'architecte est conscient du rôle qu'il joue et qu'on lui fait jouer, et il accepte : dans ce cas, c'est un lâche, un arriviste, un salaud, un petit bourgeois fasciste du type U.N.R., C.D.R. ou Croix de Feu (où est la différence ?), il est nuisible à l'homme et doit être combattu par tous les moyens.

* ou il est inconscient, et c'est un doux rêveur et un dangereux irresponsable, alibi inconscient de la bourgeoisie, et il faut l'informer ;

* ou il est conscient, il refuse son rôle de chien de garde du peuple, et il se bat (infime minorité) avec toutes les armes que la dictature (au sens de W. Reich) lui permet encore d'utiliser : puissance de l'inertie; respect strict de la loi (en particulier en ce qui concerne la législation du travail sur les chantiers), grève du zèle, dénonciation et information par campagnes de presse, refus du secret-professionnel-merveilleux-alibi-de-la-bourgeoisie, refus d'utiliser les structures corporatistes en place, l'Ordre par exemple, travail dans l'industrie..., et, dans le cas limite, refus de construire. Le refus du mensonge n'empêche pas de bouffer lorsqu'on est compétent, contrairement à ce qu'on enseigne dans les écoles.

Lorsqu'on est compétent...

Architectes, jurés, étudiants, faites votre choix.

Jean COHENNY

La fin de ce texte paraîtra dans le prochain numéro :

IV - Structure de réalisation des objets architecturaux

V - Analyse objective de quelques conséquences sociales et psychologiques de l'oppression des structures de réalisation des objets et des conditionnements résultant de la conception officielle de la construction.

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE

GEORGES SOREL

I) UN PRECURSEUR MECONNU
DE LA "PENSÉE DE MAI"

Un nom n'est jamais apparu - pour autant que je sache - dans les analyses et les commentaires consacrés à mai-juin 1968 : celui de Georges Sorel. Ses Réflexions sur la violence (parues en librairie en 1908 et souvent rééditées chez Rivière) présentent pourtant plus d'un point de rencontre évident avec les idées et la pratique des insurgés du printemps 68. Sa conception de la violence révolutionnaire, en particulier, est la formulation tranchante d'une attitude d'opposition radicale et intransigeante. Mai 68, par ailleurs, a montré une confluence certaine, même si on la considère comme passagère, du marxisme révolutionnaire et de l'anarchisme. Dans sa réflexion originale, qui s'inspirait de Marx sans cesser de se reporter à Proudhon, Sorel préfigurait ce "marxisme libertaire" que préconise aujourd'hui Daniel Guérin.

Enfin, certaines théories soreliennes, comme celles qui concernent le mythe, et plus précisément le mythe de la grève générale, peuvent aider à mieux comprendre l'esprit de ces journées de barricades.

Cela dit, il serait bien arbitraire de faire de Sorel un "père" du mouvement de mai. Je serais bien étonné de rencontrer un "contestataire" qui ait lu les Réflexions sur la violence. Sorel est un de ces esprits rétifs à toute orthodoxie, et toujours entraîné à la remise en question, qu'aucune "école" ne peut ranger parmi ses intouchables classiques. On ne lui reconnaît, du coup, aucun droit au "livre de poche"... Il faut bien dire aussi que sa volonté d'indépendance, par rapport aux théoriciens qu'il étudie comme par rapport à l'acquis de ses propres recherches, l'a conduit à plus d'une variation. A tel point qu'on a voulu voir en lui tour à tour l'inspirateur de Lénine... et de Mussolini. Mais le premier l'a traité de "brouillon" et le second n'avait aucun droit à se recommander d'un auteur aussi hostile à toute forme de totalitarisme.

Autre restriction : certains aspects de la "révolution de mai" auraient sidéré Sorel. Ce rigoriste moral aurait, par exemple, considéré sans indulgence tout ce qui se réclamait de la libération sexuelle. Il a été, pourtant, à la fin de sa vie, un des premiers à relever l'importance de Freud.

* * *

Quelques mots sur la biographie de Sorel, qui ne laisse guère de place au pittoresque.

Georges Sorel est né le 2 novembre 1847 à Cherbourg. Il fait toutes ses études secondaires, sauf un an passé au collège Rollin à Paris, au collège de sa ville natale. Admis à l'École Polytechnique (1865-1867), il travaille à partir de 1870 comme ingénieur des Ponts et Chaussées. A 45 ans, désirant mener des recherches personnelles, il donne sa démission. Dès lors, il s'attache à "refaire ses cahiers", à "nettoyer sa mémoire de tous les lieux communs déposés par l'éducation et la société". Il écrit beaucoup et collabore pendant 30 ans à des revues françaises, italiennes et allemandes. Certaines séries d'articles, réunies en volumes, composent son oeuvre la plus connue.

Après la mort de sa femme, en 1897, il se retire à Boulogne-sur-Seine, où il meurt en 1922.

C'est d'abord sous l'influence de Proudhon que Sorel s'est tourné, à partir de 1893, vers le socialisme. Ses idées, jusque là, sont restées marquées par un libéralisme conservateur. Sans renier l'esprit proudhonien - il reviendra constamment à Proudhon, et surtout dans les moments de crise - il se met à découvrir le marxisme. En 1895, il contribue avec Paul Lafargue et Gabriel Deville à la fondation du Devenir social: dès le départ, deux tendances divergentes, l'orthodoxie et le révisionnisme, s'expriment dans la revue. Sorel, bien vite, se détache du marxisme trop doctrinaire de Lafargue et de Deville, dont il se sépare en 1897. Au fur et à mesure qu'il étudie l'oeuvre de Marx, il s'écarte des marxistes officiels : Lafargue, Jules Guesde, Karl Kautsky. Le recours exclusif à des formules simplifiées sur le plan de l'agitation, la fixation à un déterminisme rigide, empêchent alors le marxisme d'avoir une influence sur la réflexion philosophique, la sociologie, l'histoire et même l'économie politique. Préférant retourner aux sources, au "marxisme de Marx", Sorel gardera toujours son indépendance de jugement et d'expression.

Il recherche surtout ses interlocuteurs en Italie, où les travaux d'Antonio Labriola ont incité à une élaboration théorique plus vivante. A partir de 1897, sa connaissance et son interprétation du marxisme sont à ce point éloignées des exposés qu'on en donne en France qu'il n'est plus compris, en tant que "marxiste révisionniste" qu'en Italie et, à un moindre degré, en Allemagne. (1)

(1) Sur ce révisionnisme, voir le long chapitre que lui consacre G. Goriely dans Le pluralisme dramatique de G. Sorel (Rivière, 1962)

En 1895, Sorel participe à la fondation d'une autre revue, le Mouvement socialiste, dont il s'éloigne l'année suivante pour n'y revenir qu'en 1905, quand elle est devenue l'organe du syndicalisme révolutionnaire. C'est autour du Mouvement socialiste que s'est constituée cette "Nouvelle école" qui, selon Sorel, "s'inspirant des principes de Marx plus que des formules enseignées par les propriétaires officiels du marxisme, est en train de rendre aux doctrines socialistes un sentiment de la réalité et un sérieux qui leur faisaient vraiment par trop défaut depuis quelques années. Puisque la nouvelle école s'intitule marxiste, syndicaliste et révolutionnaire, elle ne doit avoir rien tant à coeur que de reconnaître l'exacte portée historique des mouvements spontanés qui se produisent dans les masses ouvrières et qui peuvent assurer au devenir social une direction conforme aux conceptions du maître." (Réflexions, FP 60-61)

L'hostilité de Sorel envers le socialisme réformiste et parlementariste a beaucoup fait pour tourner son attention vers le syndicalisme révolutionnaire. En 1898, son article sur l'avenir socialiste des syndicats, paru dans L'Humanité nouvelle, affirme que la classe ouvrière doit construire ses propres organisations et ses institutions hors de toute main-mise étatiste ou politicienne. Il s'est lié d'amitié avec Fernand Pelloutier, avec Paul Delesalle. Mais s'il devient, entre 1904 et 1911, un "théoricien" du syndicalisme révolutionnaire, le mot est à prendre avant tout au sens d'interprète. Car ses idées n'ont pas eu d'influence directe sur le mouvement syndical, et lui-même considère que construire une théorie d'où devrait infailliblement découler la pratique est la marque distinctive de l'intellectualisme et de l'utopie. Son effort tend à comprendre le mouvement socialiste, à éclaircir les tensions du combat, ses ressorts et sa situation historique concrète. En leur temps, les Réflexions sur la violence sont avant tout une apologie du syndicalisme révolutionnaire, et l'influence de Proudhon y est plus nette que partout ailleurs sur Sorel, qui déclare par ailleurs que "les historiens verront un jour, dans l'entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des grands événements qui se soient produits de notre temps.(...) Les anarchistes devenus syndicalistes eurent une véritable originalité et n'appliquèrent pas des théories qui avaient été fabriquées dans des cénacles philosophiques. Ils apprirent surtout aux ouvriers qu'il ne fallait pas rougir des actes violents. Jusque là on avait essayé, dans le monde socialiste, d'atténuer ou d'excuser les violences des grévistes ; les nouveaux syndiqués regardèrent ces violences comme des manifestations normales de la lutte." (p. 56)

II) REFLEXIONS SUR LA VIOLENCE

Contre les réformistes de tout poil, contre les "faiseurs de paix sociale", Sorel soutient une conception de la lutte de classe qui fractionne durement la société en deux blocs antagonistes. Sur le plan de l'analyse sociologique, sans doute, sa méthode est trop pluraliste pour admettre que la société soit nettement scindée en deux camps irréductibles : les classes moyennes subsistent, et si certaines de leurs couches disparaissent, d'autres se reforment. Mais d'un point de vue psychologique et moral, dans la perspective de la volonté et de l'action, il attribue à cette division dichotomique une extrême importance. Pour supprimer le capitalisme et l'Etat, la classe ouvrière doit avoir une conscience aiguë de son existence séparée ; elle doit s'affirmer, s'organiser en tant que classe.

Et c'est le recours à la violence qui peut le mieux, selon Sorel, concrétiser dans les faits et les mentalités l'existence de deux camps ennemis.

Lutte de classe et violence

La manifestation de la violence révolutionnaire, Sorel la constate essentiellement dans les grèves :

"Depuis longtemps j'ai été frappé de voir que le déroulement normal des grèves comporte un important cortège de violences.(...) Le syndicalisme révolutionnaire entretient l'esprit gréviste dans les masses et ne prospère que là où se produites des grèves notables, menées avec violence." (*)

Des incidents dont l'importance paraît médiocre, des conflits courts peuvent suffire à créer un climat d'opposition violente. Leur valeur consiste en ce qu'ils éclairent nettement l'état de guerre permanent entre le prolétariat et la bourgeoisie.

"Une politique sociale fondée sur la lâcheté bourgeoise, qui consiste à toujours reculer devant la menace de violences, ne peut manquer d'engendrer l'idée que la bourgeoisie est condamnée à mort et que sa disparition n'est plus qu'une affaire de temps. Chaque conflit qui donne lieu à des violences devient ainsi un combat d'avant-garde, et personne ne saurait prévoir ce qui peut sortir de tels engagements ; la grande bataille a beau fuir : en l'espèce, chaque fois qu'on en vient aux mains, c'est la grande bataille napoléonienne (celle qui écrase définitivement les vaincus) que les grévistes espèrent voir commencer ; ainsi s'engendre, par la pratique des grèves, la notion d'une révolution catastrophique."(p. 96)

(*) Tous les extraits sont tirés des Réflexions sur la violence, Librairie Marcel Rivière, 11^e édition, 1950.

Mais Sorel envisage encore d'autres conséquences : la violence peut rendre à la bourgeoisie son agressivité, et cette agressivité, en retour, stimulera les luttes ouvrières. Conclusion logique, mais qui a parfois fait considérer Sorel, et bien à tort, comme un défenseur de la violence bourgeoise

"C'est ici que le rôle de la violence nous apparaît comme singulièrement grand dans l'histoire ; car elle peut opérer, d'une manière indirecte, sur les bourgeois, pour les rappeler au sentiment de leur classe. Bien des fois on a signalé le danger de certaines violences qui avaient compromis d'admirables œuvres sociales, écoeuré les patrons disposés à faire le bonheur de leurs ouvriers et développé l'égoïsme là où régnaient les plus nobles sentiments.

"Payer d'une noire ingratitude la bienveillance de ceux qui veulent protéger les travailleurs, opposer l'injure aux homélies des défenseurs de la fraternité humaine et répondre par des coups aux avances des propagateurs de paix sociale, cela n'est assurément conforme aux règles du socialisme mondain (...), mais c'est un procédé très pratique pour signifier aux bourgeois qu'ils doivent s'occuper de leurs affaires et uniquement de cela.

"Je crois aussi très utile de rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du gouvernement, afin que nul ne conserve d'illusions sur le caractère des violences. Celles-ci ne peuvent avoir de valeur historique que si elles sont l'expression brutale et claire de la lutte de classe : il ne faut pas que la bourgeoisie puisse s'imaginer qu'avec de l'habileté, de la science sociale ou de grands sentiments, elle pourrait trouver meilleur accueil auprès du prolétariat. (...)

"Marx supposait que la bourgeoisie n'avait pas besoin d'être excitée à employer la force ; nous sommes en présence d'un fait nouveau et fort imprévu : une bourgeoisie qui cherche à atténuer sa force. Faut-il croire que la conception marxiste est morte ? Nullement, car la violence prolétarienne entre en scène en même temps que la paix sociale prétend apaiser les conflits ; la violence prolétarienne enferme les patrons dans leur rôle de producteurs et tend à restaurer la structure des classes au fur et à mesure que celles-ci semblaient se mêler dans un marais démocratique." (pp. 117-120)

Cela dit, Sorel prend soin de préciser, d'un côté qu'il cherche à comprendre le sens historique de la violence, et non à la préconiser dans l'absolu, et de l'autre qu'il n'entend pas la violence révolutionnaire comme la terreur exercée par un "gouvernement révolutionnaire. (Pour nuancer cette restriction, on lira cependant ce qu'il dit de la répression révolutionnaire dans son "Pour Lénine" - 1919 - ajouté à la 4^e édition des Réflexions.)

"L'on ne serait confondre les violences syndicalistes exercées au cours des grèves par des prolétaires qui veulent

le renversement de l'Etat avec ces actes de sauvagerie que la superstition de l'Etat a suggérés aux révolutionnaires de 93, quand ils eurent le pouvoir en main et qu'ils purent exercer sur les vaincus l'oppression - en suivant les principes qu'ils reçus de l'Eglise et de la royauté. Nous avons le droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui souillèrent les révolutions bourgeoises." (p. 165-166)

La grève générale

La manifestation de la violence, en tant que telle, ne saurait suffire à intensifier la conscience révolutionnaire. Elle doit pouvoir s'insérer dans une perspective globale qui lui donne son sens et sa portée. La grève générale, en tout premier lieu, constitue une telle perspective.

"Toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on suppose les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale ; alors toutes les parties de la structure économique-juridique, en tant que celle-ci est regardée du point de vue de la lutte de classe, sont portées à leur perfection ; la société est bien divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille. Aucune explication philosophique des faits observés dans la pratique ne pourrait fournir d'aussi vives lumières que le tableau si simple que l'évocation de la grève générale met devant les yeux.

" On ne saurait concevoir la disparition du commandement capitaliste si l'on ne supposait l'existence d'un ardent sentiment de révolte qui ne cesse de dominer l'âme ouvrière ; mais l'expérience montre que, très souvent, les révoltes d'un jour sont bien loin d'avoir le ton qui est véritablement spécifique du socialisme ; les colères les plus violentes ont dépendu, plus d'une fois, de passions qui pouvaient trouver satisfaction dans le monde bourgeois ; (...)

" G. Le Bon prétend qu'on se trompe beaucoup lorsqu'on croit aux instincts révolutionnaires des foules, que leurs tendances sont conservatrices, que toute la puissance du socialisme provient de l'état mental, passablement détraqué, de la bourgeoisie ; il est persuadé que les foules iront toujours à un César (*). Il y a beaucoup de vrai dans ces jugements qui sont fondés sur une connaissance très étendue des civilisations ; mais il faut ajouter un correctif aux thèses de G. Le Bon ; ces thèses ne valent que pour des sociétés dans lesquelles manque la notion de lutte de classe.

(*) G. Le Bon, Psychologie du socialisme. L'auteur, traité, il y a quelques années, d'imbécile par les petits matamores du socialisme universitaire, est l'un des physiciens les plus originaux de notre temps. (Note de G.S.)

"L'observation montre que cette notion se maintient avec une force indestructible dans tous les milieux qui sont atteints par l'idée de grève générale : plus de paix sociale possible, plus de routine résignée, plus d'enthousiasme pour des maîtres bienfaisants ou glorieux, le jour où les plus minimes incidents de la vie journalière deviennent des symptômes de l'état de lutte entre les classes, où tout conflit est un incident de guerre sociale, où toute grève engendre la perspective d'une catastrophe totale. L'idée de grève générale est à ce point motrice qu'elle entraîne dans le sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche. Grâce à elle, le socialisme reste toujours jeune, les tentatives faites pour réaliser la paix sociale semblent enfantines, (...); en un mot, la scission n'est jamais en danger de disparaître." (p. 191-193)

Les mythes révolutionnaires

Pour Sorel, la grève générale et la "révolution catastrophique" sont des mythes. Comme on va le voir, il donne à ce mot un sens pleinement positif.

"Le syndicalisme révolutionnaire s'efforce d'employer des moyens d'expression qui projettent sur les choses une pleine lumière, qui les posent parfaitement à la place que leur assigne leur nature et qui accusent toute la valeur des forces mises en jeu. (...)

Le langage ne saurait suffire pour produire de tels résultats d'une manière assurée ; il faut faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les syndicalistes résolvent parfaitement ce problème en concentrant tout le socialisme dans le drame de la grève générale ; il n'y a plus ainsi aucune place pour la conciliation des contraires dans le galimatias par les savants officiels; tout est bien dessiné, en sorte qu'il ne puisse y avoir qu'une seule interprétation possible du socialisme." (p. 173)

"Les hommes qui participent à de grands mouvements sociaux, se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je propose de nommer mythes ces constructions dont la connaissance offre tant d'importance pour l'historien : la grève générale des syndicalistes et la révolution catastrophique de Marx sont des mythes." (p. 32)

"On peut indéfiniment parler de révoltes sans provoquer jamais aucun mouvement révolutionnaire, tant qu'il n'y a pas de mythes acceptés par les masses ; c'est ce qui donne une si grande importance à la grève générale, et c'est ce qui la rend si odieuse aux socialistes qui ont peur de la révolution ; ils font tous leurs efforts pour ébranler la confiance que les travailleurs ont dans leur préparation à la révolution. (p. 45)

"Les mythes révolutionnaires actuels sont presque purs ; ils permettent de comprendre l'activité, les sentiments et les idées des masses populaires se préparant à entrer dans une lutte décisive ; ce ne sont pas des descriptions de choses, mais des expressions de volontés. L'utopie est, au contraire, le produit d'un travail intellectuel ; elle est l'oeuvre de théoriciens qui, après avoir observé et discuté les faits, cherchent à établir un modèle auquel on puisse comparer les sociétés existantes pour mesurer le bien et le mal qu'elles renferment ; (...) - Tandis que nos mythes actuels conduisent les hommes à se préparer au combat pour détruire ce qui existe, l'utopie a toujours eu pour effet de diriger les esprits vers des réformes qui pourront être effectuées en morcelant le système. (...) Un mythe ne saurait être refuté puisqu'il est, au fond, identique aux convictions d'un groupe, qu'il est l'expression de ces convictions en langage de mouvement, et que, par suite, il est indécomposable en parties qui puissent être appliquées sur un plan de descriptions historiques. (46-47)

L'anthropologie moderne nous permet aujourd'hui d'approfondir la notion de mythe employée à bon escient par Sorel au début du siècle - et dont est loin d'avoir tiré tous les enseignements qu'elle peut apporter. Je me contenterai de rappeler ici à quel point les journées de mai ont montré la persistance et la vivacité de ces mythes. Et quand Rossignol (La pensée de G. Sorel) commente l'idée de violence telle que la conçoit Sorel, on pourrait très bien reprendre ce qu'il écrit comme un commentaire aux barricades ou au sort fait à quelques patrons dans des usines occupées :

"La violence est, pour le prolétariat, un moyen nécessaire de manifester sa "barbarie", c'est-à-dire de mettre dans leur lumière la plus crue cette négarion de toutes les valeurs bourgeoises, cette décision de ne rien continuer, cet esprit de radicalité-rénovation qui constituerent le fond même de sa pensée et de ses actes." (p. 236)

Et Sorel lui-même, répondant à l'objection que la confiance ne pourrait survivre à beaucoup d'expériences manquées, écrit :

"Un insuccès ne peut rien prouver contre le socialisme, depuis qu'il est devenu un travail de préparation ; si l'on échoue, c'est la preuve que l'apprentissage a été insuffisant ; il faut se remettre à l'ouvrage avec plus de courage, d'insistance et de confiance qu'autrefois ; la pratique du travail a appris aux ouvriers que c'est par la voie du patient apprentissage qu'on peut devenir un vrai compagnon ; et c'est aussi la seule manière de devenir un vrai révolutionnaire." (p. 50)

La formulation peut déplaire, car elle n'est guère au goût du jour, pas plus que l'idée d'un effort persévérant et cohérent. Mais le fait est que cette conclusion pourrait nous être d'une utilité certaine....

G E O R G E S S O R E L (1847 - 1922)

E L E M E N T S D E B I B L I O G R A P H I E

Le procès de Socrate (Paris, Alcan, 1889)

Essai sur la philosophie de Proudhon (Revue philosophique, 1892)

La ruine du monde antique (L'ère nouvelle, 1894 - édition complétée : Rivière, 1920)

L'ancienne et la nouvelle métaphysique (L'ère nouvelle, 1894.

Publié sous le titre D'Aristote à Marx, Rivière, 1935)

Introduction à l'économie moderne (Jacques, 1903 ; Rivière, 1922)

Réflexions sur la violence ("Pages libres", 1908 , puis Rivière)

Les illusions du progrès (Rivière, 1908)

La décomposition du marxisme (Rivière, 1908)

La révolution dreyfusienne (Rivière, 1909)

Matériaux pour une théorie du prolétariat (Rivière, 1919)

Textes proudhoniennes (suite aux Matériaux, 2° édition, 1920)

De l'utilité du pragmatisme (Rivière, 1921)

Lettres à Paul Delesalle, présentées par André Prudhommeaux,
préface de Robert Louzon (Grasset, 1947)

Sur l'œuvre et la pensée de Georges Sorel :

Jacques RENNES : "Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire"
Éditions Liberté, 1936.

Fernand ROSSIGNOL : "La pensée de Georges Sorel", Bordas, 1948

Georges GORILLY : "Le pluralisme dramatique de Georges Sorel",
Rivière, 1962. - Cet ouvrage comporte une bibliographie
très détaillée, faisant état des nombreux articles écrits
par Sorel pour diverses revues, ainsi que des études cri-
tiques consacrées à son œuvre.

° Voir aussi la "Bibliographie sorelienne" de Paul Delesalle
(International review for social history, Leiden, 1959)

Sur la vie de Georges Sorel :

Pierre ANDREU : "Notre maître, Monsieur Sorel", préface de
Daniel Halévy, Grasset, 1953.